

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

---

## Projet de loi n° 62

Loi concernant la Loi constitutionnelle de 1982

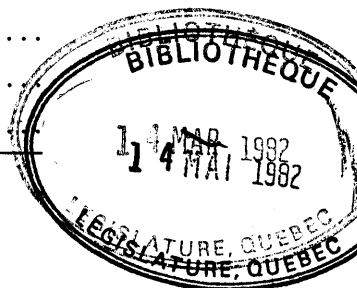
---

Première lecture .....

Deuxième lecture .....

Troisième lecture .....

---



PRÉSENTÉ

Par M. MARC-ANDRÉ BÉDARD

Ministre de la Justice

---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 8 2

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi a pour objet premier d'inclure, dans chacune des lois québécoises existant au 17 avril 1982, une déclaration expresse lui donnant entier effet indépendamment des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982; de cette façon, en ce qui concerne les libertés fondamentales, les garanties juridiques et les droits à l'égalité, les droits et les pouvoirs de l'Assemblée nationale du Québec seront entièrement préservés et ses lois ne seront assujetties qu'à la Charte québécoise des droits et libertés de la personne.*

*Ce projet a également pour objet de soumettre au consentement préalable de l'Assemblée nationale du Québec l'exercice, par le gouvernement, du pouvoir d'autoriser la mise en vigueur au Québec de l'article de la Loi constitutionnelle de 1982 relatif à la langue maternelle des parents comme critère d'admission des enfants à l'école anglaise.*

# Projet de loi n° 62

Loi concernant la Loi constitutionnelle de 1982

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

## SECTION I

DISPOSITIONS RELATIVES À L'ARTICLE 33 DE LA LOI CONSTITUTIONNELLE DE 1982

**1.** Chacune des lois adoptées avant le 17 avril 1982 est remplacée par le texte de chacune de ces lois telles qu'elles existaient à cette date, après l'avoir modifié par l'addition, à la fin et comme article distinct, de ce qui suit:

«La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (*insérer ici la référence au chapitre de la Loi sur le Canada dans le recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982*).»

Le texte ainsi modifié de chacune de ces lois constitue une loi distincte.

Une telle loi ne fait office de droit nouveau qu'aux fins de l'article 33 de la Loi constitutionnelle de 1982; à toutes autres fins, elle a force de loi comme s'il s'agissait d'une refonte de la loi qu'elle remplace.

Chacune des dispositions d'une telle loi a effet à compter de la date où la disposition qu'elle remplace a pris effet ou doit prendre effet.

Une telle loi doit être citée de la même façon que la loi qu'elle remplace.

**2.** Les formalités relatives à l'impression et à la distribution des lois ne s'appliquent pas à une loi édictée en vertu de l'article 1,

dans la mesure où ces formalités ont déjà été suivies à l'égard de la loi qu'elle remplace.

## SECTION II

### DISPOSITION RELATIVE À L'ARTICLE 59 DE LA LOI CONSTITUTIONNELLE DE 1982

**3.** Le gouvernement ne peut autoriser la proclamation visée au paragraphe 1 de l'article 59 de la Loi constitutionnelle de 1982 sans avoir obtenu, au préalable, le consentement de l'Assemblée nationale du Québec.

## SECTION III

### DISPOSITIONS FINALES

**4.** La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982.

**5.** La sanction de la présente loi vaut pour chacune des lois édictées en vertu de l'article 1.

**6.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction, mais les articles 1 et 2 ont effet depuis le 17 avril 1982.